

Global AI Summit on Africa – Kigali, Rwanda – 3 April 2025

Data: A Strategic Imperative for Adoption, Equity, and Sovereignty

Intervention d'Olivier CADIC, sénateur des Français hors de France

« Données : un impératif stratégique pour l'adoption, l'équité et la souveraineté »

Je souhaite remercier la ministre Paula Ingabire qui m'a invité à Paris à venir participer au Global AI Summit.

C'est toujours un plaisir de retrouver Kigali où je suis venu pour la première fois en 1989. Nous sommes tous réunis ici pour le Sommet sur l'Intelligence Artificielle, dont le succès démontre une nouvelle fois l'excellence du leadership et de la vision du président Kagame et du Rwanda.

Mais je suis venu à Kigali pour davantage encore.

Je suis ici pour le Rwanda et les Rwandais, je m'inscris dans le prolongement de la visite historique du Président Emmanuel Macron les 27 et 28 mai 2021.

Beaucoup de fausses nouvelles et d'analyses erronées sur la région des Grands Lacs sont propagées sur les ondes et les réseaux sociaux en Europe.

Les opinions peuvent être abusées partout et les effets peuvent alors être dévastateurs.

Je crois que l'IA peut aider les populations à faire la part entre le vrai et le faux, si tant est qu'elles aient encore envie d'avoir un sens critique.

Voilà pourquoi ce premier Sommet sur l'IA en Afrique intervient donc à point nommé pour aborder les défis et les opportunités de cette nouvelle révolution technologique.

Voilà pourquoi il était pertinent qu'il ait lieu à Kigali.

Avec l'Intelligence Artificielle, une nouvelle page du progrès humain est en train de s'écrire. Merci aux organisateurs d'avoir décidé de créer une réflexion sur la nécessité d'une gouvernance responsable des données et d'une réglementation harmonisée pour l'IA.

Cela fait écho au Sommet pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle, tenu à Paris en février dernier.

La France est connue pour son art de ne pas faire les choses comme les autres.

Les Jeux olympiques l'ont démontré.

Le Sommet pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle, tenu à Paris, l'a confirmé.

La France et l'Union européenne apparaissent désormais comme des acteurs majeurs dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), qui souhaitent renforcer leur compétitivité face aux géants chinois et américains.

Nous avons souhaité renforcer la coopération internationale pour une IA éthique et durable, en soulignant l'importance d'une gouvernance efficace et inclusive.

Je me réjouis que beaucoup de gens en Afrique partagent la même préoccupation de promouvoir une vision d'une IA au service de l'intérêt général.

L'Union européenne a créé le premier cadre juridique global au monde dédié à l'IA. L'Artificial Intelligence Act encadre l'utilisation et le développement de l'intelligence artificielle dans l'UE.

L'UE souhaite garantir la sécurité et les droits fondamentaux face aux risques liés à l'IA.

Nous voulons encourager l'innovation tout en limitant les abus et établir des règles claires pour les développeurs et utilisateurs d'IA.

L'IA Act classe les systèmes d'IA en quatre niveaux de risque :

- 1 - risque minimal pour les filtres photos sans régulation spécifique.
- 2 - risque limité : IA générative comme ChatGPT soumise à des obligations d'information.
- 3 - risque élevé : justice, santé, l'éducation, la gestion des infrastructures critiques ;
- 4 - risque inacceptable (interdit) ;

L'IA, utilisée actuellement par un Parti fameux exerçant le pouvoir, pour manipuler les comportements, permettre la reconnaissance faciale en temps réel sans contrôle, ou la notation sociale est strictement interdite par l'IA Act.

Vous comprenez pourquoi les Européens s'opposent à une IA non régulée.
Les Européens veulent vivre libres et indépendants, et non dans un monde de soumission à un parti ou un individu, si riche et intelligent soit-il, qui chercherait à nous faire perdre notre libre arbitre.